

Le pouvoir aux travailleurs

18 septembre 2005

N° 118

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL: - "TRANSITION" OU PAS, CE QUI COMPTE POUR LES TRAVAILLEURS, C'EST L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTANCE !	
- INCENDIE D'IMMEUBLE ET DEGUERPISSEMENT A PARIS: L'HYPOCRISIE DES AUTORITES IVOIRIENNES!	2
- BRADAGE DES RESSOURCES FORESTIERES	3
- "FACTURES NORMALISEES" PAS SOLUTION CONTRE LES FRAUDE OPEREES PAR LES GRANDES ENTREPRISES!	3 - 4
- PORT-BOUET: CONTRE LE RACKET, LES CHAUFFEURS DE WORO-WORO DEBRAYENT ET BLOQUENT LA VOIE !.....	4
- LES SOINS DANS LES HOPITAUX PUBLICS SONT INACCESSIBLES A LA MAJORITE DE LA POPULATION!	5
- CES ESCROTS QUI GRAVITENT AUTOUR DES HOMMES DU POUVOIR	5
- MEFIONS-NOUS DES PROPOS ETHNISTES	6
- FILTISAC JETTE PRES DE 200 TRAVAILLEURS A LA RUE	7
- SICOR, 1000 FAMILLES A LA RUE, AVEC LA COMPLICITÉ DU POUVOIR!	7 - 8
- ZONE DE VRIDI: LA GALERE DES TRAVAILLEURS RACONTE PAR UN TRAVAILLEUR!	9
- BATIMENT : UNE LUTTE VICTORIEUSE POUR LES OUVRIERS QUI CONSTRUISENT L'AMBASSADE DE CHINE	9 - 10

**"TRANSITION" OU PAS, CE QUI COMPTE POUR LES TRAVAILLEURS
C'EST L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE!**

Comme on pouvait s'y attendre, il n'y aura pas d'élection à l'échéance du 30 octobre, date de fin de mandat du président de la république actuel. Du coup, la question qui préoccupe tous les politiciens est de savoir quel gouvernement mettre en Côte d'Ivoire pour l'après 30 octobre? Avec Gbagbo, disent les uns! Sans Gbagbo, disent les autres! Simone Gbagbo a déclaré que si les élections n'ont pas lieu à la date prévue, la candidature de Ouattara sera caduque. De son côté Guillaume Soro dit que comme les élections n'auront pas lieu dans les délais prévus par la constitution, Gbagbo devrait quitter la présidence et laisser la place à un "gouvernement de transition" où lui, Soro, aura sa place mais pas Gbagbo.

Chacun y va de son couplet sur "le respect de la constitution" comme si c'était la chose à laquelle il tenait le plus au monde. Ce sont bien entendu des blablas et personne ne devrait se laisser duper. Mais on ne peut qu'être en colère, quand on sait que pour leurs bas intérêts personnels, ces politiciens-là sont capables d'entraîner le pays dans un chaos toujours plus grand, en entraînant, malheureusement, derrière eux, quelques fois aussi, des travailleurs.

Tous ces gens-là n'ont que du mépris pour la population pauvre qui souffre de cette crise qui s'éternise, aggravant les conditions d'existence des plus démunis. La solution que les uns et les autres préconisent ne concerne pas l'amélioration du sort de l'écrasante majorité de la population. Chacun ne vise que les postes les plus juteux de l'appareil d'Etat pour lui et pour son clan.

Cela ne résoudra donc pas, par exemple, le problème des dizaines et des centaines d'ouvriers du port, de Filtisac, de Sicor, et de bien d'autres entreprises où les patrons profitent de la situation de crise pour diminuer les effectifs et tirer le maximum de profit de ceux qu'ils continuent d'exploiter comme des bêtes de somme.

La classe ouvrière et les populations pauvres des villes et des campagnes n'ont pas intérêt à se laisser entraîner dans cette bataille de rapaces. Parce qu'avec ou sans Gbagbo, leurs intérêts ne rentrent, de toutes les façons, pas en ligne de compte.

D'un côté, les Ouattara et autres Bédié, qu'ont-ils donc fait lorsqu'ils étaient au pouvoir, à part s'occuper de leur propre enrichissement. De l'autre, Gbagbo et sa clique, ont-ils amélioré, ne serait-ce qu'un peu, la vie des travailleurs durant ces cinq ans passés au pouvoir? Ont-ils jamais obligé les patrons à augmenter les salaires, ne serait-ce que pour compenser la cherté croissante du coût de la vie? Non, rien de tout cela! Par contre, comme tout bon gouvernement au service de la classe riche, il n'ont pas manqué une occasion pour leur faire toutes sortes de cadeaux; de déployer leurs forces armées pour venir en aide au patronat et réprimer les ouvriers lorsqu'ils sont en grève!

Voilà pourquoi, les travailleurs n'ont pas à accepter ce débat de dupe sur la transition et ont mille fois intérêt à se méfier de tous ceux qui cherchent à les diviser sur qui de Gbagbo ou de ces adversaires est le plus apte de gouverner ce pays. Gbagbo, Ouattara ou Bédié, c'est «*bonnet blanc, blanc bonnet*»!

**INCENDIE D'IMMÉABLES ET DÉGUERPISSEMENTS A PARIS :
L'HYPOCRISIE DES AUTORITÉS IVOIRIENNES!**

La presse a largement fait état des incendies qui ont tué de nombreuses personnes dans la capitale française, dont de nombreux ressortissants d'origine ivoirienne.

On ne peut être que révolté en voyant ces images de gens qui vivent dans ces conditions précaires dans l'une des capitales les plus riches du monde. Et pourtant, ces incendies suivis d'une série de déguerpissements opérés par les autorités françaises ne montrent qu'une petite facette des dures réalités dans laquelle vivent des milliers de familles ouvrières en France.

Evidemment, comme on pouvait s'y attendre, les autorités politiques en Côte d'Ivoire ont saisi cette occasion endeillant des familles d'origine ivoirienne pour en faire une opération politique. Ainsi Gbagbo a spécialement délégué son ministre de la «sécurité sociale et des handicapés», accompagné d'un conseiller spécial de la présidence et du «directeur des ivoiriens de l'étranger». Autant de parasites qui ont profité de l'occasion pour faire du tourisme en France!

L'hypocrisie est à son comble lorsque l'un des représentants du pouvoir décrit les conditions d'habitations des «ivoiriens» en France. Voici ce qu'il décrit dans le journal «Notre Voie» du samedi 17 septembre: « les immeubles dans lesquels habitent les africains, d'une manière générale, et les ivoiriens, en particulier sont de véritables trous à rats (...) Les escaliers en bois sont complètement détruits. Et quelques fois lorsque le voisin du haut prend sa douche, ceux qui sont à l'étage en dessous reçoivent des gouttes

d'eau dans leur lit ou dans leurs cuisines. C'est pour vous dire le degré d'insalubrité et de précarité de l'environnement dans lequel vivent nos compatriotes ».

Mais ces mêmes gens, où étaient-ils donc, lorsque des incendies ont ravagé non pas trois immeubles mais tout un quartier pauvre de Yopougon? Où étaient-ils lorsque les maires FPI de Cocody et de Yopougon ont déguerpi et détruit des quartiers entiers jetant des milliers de familles à la rue pour rétrocéder le terrain ainsi dégagé à quelques capitalistes libanais et réaliser quelques opérations immobilières juteuses?

Ces gens qui parlent comme ça, ignorent-ils dans quelles conditions vivent leurs boys, leurs bonnes ou encore les ouvriers qui construisent les belles demeures dans lesquels ils vivent ici en Côte d'Ivoire? Et nous ne parlons pas ici de quelques familles mais de centaines de milliers de familles ouvrières! Bien sûr qu'ils ne l'ignorent pas. Mais la vérité c'est que pour eux, les ouvriers ne sont pas des hommes! Et ces Ivoiriens dont ils décrivent si bien les conditions d'existence en France sont justement aussi des ouvriers. Et tous ces hauts dignitaires de l'Etat ivoirien qui sont allés faire du tourisme en France sur le compte des contribuables se moquent en réalité éperdument de ce que ces familles ouvrières peuvent endurer!

Alors, qu'ils arrêtent leur cinéma! Ceux qui gouvernent en Côte d'Ivoire, que ce soit dans le passé ou le présent, sont aussi méprisants envers les populations pauvres que ceux qui gouvernent en France.

BRADAGE DES RESSOURCES FORESTIÈRES

Le ministre des eaux et forêt a procédé au déclassement d'une partie de la forêt du banco. Ainsi donc 400 hectares de forêt ont disparu. Certainement que derrière cette opération se cachent de grosses affaires d'exploitation forestière ou immobilière.

Cela est à l'image même de l'ensemble du pays. Aujourd'hui les forêts ont pris du recul partout. On cède des permis d'exploitation à des entreprises qui déciment les forêts sans être obligé de reboiser. Après les exploitants forestiers arrivent les charbonniers qui se chargent d'abattre les arbres restants. A ce rythme là, les quelques lambeaux de forêts restants risquent d'être un lointain souvenir pour les générations futures.

La disparition des forêts pourrait poser de graves problèmes écologiques et climatiques. L'avancée de la désertification, la

destruction d'essences rares, la diminution de la pluviométrie sont quelques-unes des conséquences.

Pour faire face à ce problème bien réel, il aurait fallu une politique volontariste de l'Etat. A défaut de faire barrage à l'exploitation forestière, on aurait pu imposer aux entreprises qui déboisent de reboiser les périmètres abattus. Une politique de vulgarisation de la consommation du gaz domestique en le rendant accessible à tous aurait réduit dans une certaine proportion l'utilisation de fagot et de charbon de bois.

Au lieu d'une telle politique nous assistons au contraire au pillage des ressources naturelles au profit d'une poignée de capitalistes qui se moquent de l'avenir de la planète et des ses habitants.

LES "FACTURES NORMALISÉES" NE RÉGLERONT PAS LES FRAUDES OPÉRÉES PAR LES GRANDES ENTREPRISES!

Au début de ce mois, les commerçants ont observé une semaine de grève. Tous les magasins sont restés fermés paralysant ainsi le commerce à Abidjan. Ils protestaient contre la volonté du gouvernement d'instaurer de nouvelles factures dites « factures normalisées ». Ces dernières devraient remplacer les factures ordinaires et permettre selon l'Etat de juguler la fraude sur la TVA. L'objectif des ces nouveaux papiers est d'obliger les industriels et les gros commerçants à reverser la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) directement dans les caisses de l'Etat.

La TVA est un impôt indirect le plus injuste qui soit. Il frappe

indistinctement les riches comme les pauvres. L'Etat prélève 18% sur tous les produits de consommation courante tels que le pain ou le sucre. Les entreprises industrielles et commerciales collectent cette taxe qu'elles doivent en principe reverser à l'Etat. Sauf que les industriels et les gros commerçants s'approprient frauduleusement cette taxe qui vient grossir leurs bénéfices sur le dos de l'Etat et de la population.

Alors est ce que cette « facture normalisée » peut-elle vraiment régler le problème de la fraude? Certainement pas. Car cette fraude s'effectue à un tout autre niveau que chez les petits commerçants. En effet le petit

commerçant achète ses marchandises chez le grossiste qui lui fait payer la TVA. A son tour, celui-ci, s'il n'importe pas lui-même ses marchandises, achète à son tour chez un importateur ou chez un industriel local. C'est à ce niveau là que les TVA sont détournées. Et il ne s'agit plus ici de petites sommes mais les vols se chiffrent à des milliards de francs.

Alors à qui veut-on faire croire que cette facture normalisée règlera la triche quand on sait que le monde des affaires et celui de la politique est intimement lié.

Par contre cela arrange les policiers et autres contrôleurs des impôts qui trouveront là l'occasion de racketter les petits commerçants et les gens du secteur informel.

PORT BOUET : CONTRE LES RACKETS, LES CHAUFFEURS DE WÔRÔ-WÔRÔ DEBRAYENT ET BLOQUENT LA VOIE

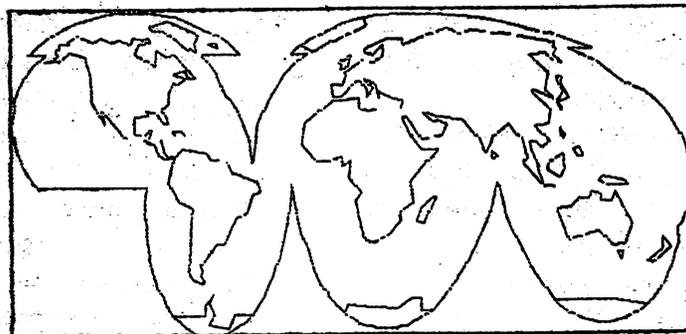
La "CECOS" (Centre de Commandement des Opérations de Sécurité) le nouvel organe créé pour soi-disant juguler le flot de la criminalité et de l'insécurité dans la région d'Abidjan n'a pas pu échapper au syndrome qui frappe tous les hommes en treillis : la corruption. Le 13 septembre dernier, ils se sont bruyamment illustrés dans la commune de Port-Bouet en endommageant près d'une dizaine de véhicules.

Ce jour là, les chauffeurs de Wôrô-wôrô de la ligne "Route de Bassam - Adjouffou" reçoivent la visite des éléments de la "CECOS". Ces derniers ont dressé un barrage comme à leurs habitudes et y font payer aux chauffeurs la somme de mille francs. Ceux-ci, pour manifester contre cette arnaque vont procéder

à un arrêt de travail et au blocage de la voie. Les éléments de la "CECOS" vont prendre cela pour un affront. Ils les font déguerpir sans ménagement. Dans la foulée ils ont pris le temps d'abîmer quelques véhicules.

Les chauffeurs s'en sont plaints aux autorités de tutelle, sans résultat. La radiation de 75 éléments de la "CECOS" le 16 septembre n'est que leurre. Les éléments qui se sont illustrés par le racket et les malversations de tous genres ont été simplement reconduits à leur corps de base. Les chauffeurs ont eu mille fois raison d'exprimer leur ras-le-bol. C'est ce genre d'action qu'il faut opposer contre les racketteurs. Les chauffeurs de wôrô-wôrô ont raison de montrer ainsi leur colère.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS - NOUS !

L E U R S O C I E T E

LES SOINS DANS LES HOPITAUX PUBLICS SONT INACCESSIBLES A LA MAJORITE DE LA POPULATION

A la clôture du séminaire sur la « *cohésion sociale* » qui a eu lieu le jeudi 15 septembre, le président de la République a fait un discours. Concernant le volet santé, il a dit « *qu'en tant que président, je ne suis jamais allé me soigner en France. Je fais confiance à notre médecine. Il serait dangereux que le chef de l'Etat n'ait pas confiance au système sanitaire que lui même est censé créer et mettre en mouvement* ». Quoi, Gbagbo veut-il nous faire croire qu'il se soigne dans les hôpitaux publics ? A t'il seulement visité un jour un CHU (Centre hospitalier et Universitaire) ? Là toutes les structures se dégradent, la plupart des services manquent de médicaments les plus élémentaires.

Il poursuit plus loin en disant « *qu'il a été élu pour que les malades puissent se soigner* ».

Depuis son arrivée, a-t-il rendu les hôpitaux publics gratuits ? Bien au contraire ceux-ci sont forcés de chercher la rentabilité. Du coup de nombreux services sont payants et sans argent, ce n'est même pas la peine d'y aller.

Voilà l'histoire d'un malade atteint de diabète qui devait être amputé du pied. Il se rend au CHU. Avant toute chose, il faut payer la consultation qui coûte 5 000 frs. Ensuite le coût de l'opération est élevé, il avoisine les 350 000 frs. De qui se moque-t-on ?

Après cela, les frais d'hospitalisation et les soins coûtent 40 000 chaque jour. C'est carrément hors de portée d'un ouvrier.

L'accès aux soins est réservé à une minorité. C'est cela la réalité de l'hôpital, le reste n'est que discours de politiciens !

CES ESCROCS QUI GRAVITENT AUTOUR DES HOMMES DU POUVOIR!

Touré Al Moustapha, ce « *président-fondateur* » du mouvement « *j'aime Gbagbo* » vient de faire parler de lui d'une façon bien singulière. Il est impliqué dans une affaire de vol de voiture en France et recherché par « *Interpol* ». Il s'agit de 2 véhicules se trouvant sous douane au Port Autonome d'Abidjan.

N'ayant pas tous les papiers de dédouanement pour prendre possession de son bien, ce monsieur a trouvé une solution plus radicale pour résoudre son problème sans déboursier le sou. En effet, il s'est amené sur les lieux accompagné de six militaires en armes, lui-même étant armé d'un pistolet qu'il a braqué sur les

employés du port pour prendre possession des deux véhicules.

Comme si l'on voulait vraiment nous démontrer qu'il n'y a plus d'Etat dans ce pays, c'est seulement de retour de l'un de ces voyages, plusieurs jours après, qu'il a été appréhendé à l'aéroport Houphouët Boigny et déferé au parquet d'Abidjan, après une plainte portée contre lui. Plainte d'ailleurs sans effet, puisqu'il pavane déjà dans les rues d'Abidjan et a même rendu visite à une rédaction de presse, comme pour narguer le monde.

Touré Al Moustapha fait partie de ces hommes qui sentent les bonnes affaires, surtout en ces

L E U R S O C I E T E

périodes d'élections où il y a à boire et à manger autour de tous les présidentiables. Ce dernier a choisi le camp de Gbagbo, comme

il aurait probablement pu choisir Bédié ou Ouattara. Mais il y a un adage qui dit: «*qui se ressemble s'assemble*».

MÉFIONS-NOUS DES PROPOS ETHNISTES !

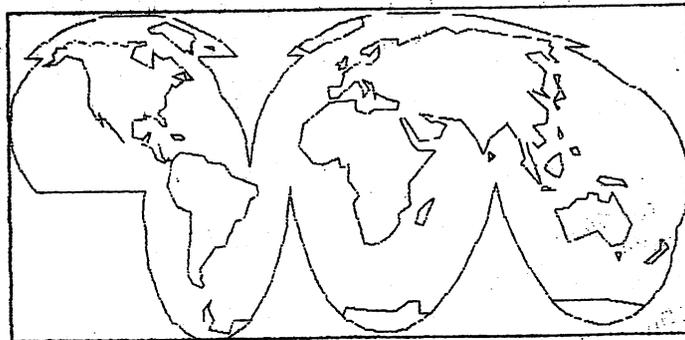
La «*première dame*» est connue pour ses prises de positions xénophobes. En bonne démagogue, elle ne rate aucune occasion de faire campagne. Et pour cela elle est toujours prête à flatter les sentiments ethnistes latents chez certains partisans de son parti, le FPI. Ce fut encore le cas à Sassandra. Partie parrainer une cérémonie de «*reconnaissance au chef de l'Etat*», elle a dit «*si nous laissons les activités économiques aux étrangers, ils vont nous étouffer. Tant qu'on sera dans cette situation de dépendance économique, la Côte d'Ivoire sera toujours dans la tourmente*» et comme exemple elle cite la dernière grève des commerçants qui a paralysé pendant une

semaine le commerce à Abidjan. Les commerçants pour la plupart d'ethnie nordiste sont considérés comme des suppôts de la rébellion par le parti au pouvoir.

En plus lorsqu'elle exhorte ces populations à avoir des «*activités économiques*», Mme Gbagbo se garde bien de promettre les fonds nécessaires à son électorat pour démarrer celles-ci.

Les politiciens cherchent toujours à diviser les populations pour les rendre plus faibles. Le parti au pouvoir, parce qu'il veut glaner des voix, joue à cette fibre ethniste. Nous avons à nous méfier de ce genre de discours qui ne peuvent que mettre de l'huile sur le feu et alimenter les antagonistes au sein des populations.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC JETTE PRÈS DE 200 TRAVAILLEURS A LA RUE!

Voilà une entreprise qui vient de licencier près de 200 travailleurs, sous prétexte de « *crise économique* ». Et pourtant, Filtisac, l'une des grosses entreprises de la place, réalise d'énorme bénéfice depuis des années. C'est à vue d'œil que cette usine s'est agrandie. Les bénéfices réalisés ont même permis aux actionnaires de cette entreprise d'acquérir plusieurs autres usines à Abidjan et dans les pays voisins et d'acheter des machines plus performantes qui lui ont permis d'augmenter les cadences de travail. Ce qui veut dire qu'un même ouvrier a produit au fil des ans toujours plus de richesse sans même que son salaire n'augmente. Ainsi, avec moins d'ouvrier l'usine produit bien plus que par le passé.

La logique aurait voulu que cette modernisation de l'usine profite aussi à l'ouvrier. Mais ce n'est pas le cas. Parce que la seule logique qui vaille dans cette société capitaliste c'est celle du profit. Elle

ne reconnaît que les intérêts des bourgeois. L'ouvrier est réduit à la misère, à plus de travail, de fatigue et de stress. Ce qui augmente le risque d'accidents du travail.

Aujourd'hui Filtisac jette des ouvriers à la rue, après qu'ils ont donné, dix ans, vingt ans de leur vie pour enrichir ces propriétaires. C'est avec des miettes que ces ouvriers se retrouvent à la rue, sans même pouvoir assurer le minimum vital. S'ajoute à cette situation révoltante, le fait que beaucoup de ces ouvriers ont déjà usé leur santé durant ces dures années d'exploitation.

Il est clair que le patron ne s'arrêtera pas-là. Cette première vague de licenciement en appellera d'autres. La seule chose qui peut l'empêcher de recommencer, c'est une mobilisation générale des travailleurs de cette entreprise. Parce que le seul langage que ces rapaces comprennent, c'est celui de la force.

SICOR, 1000 FAMILLES A LA RUE, AVEC LA COMPLICITÉ DU POUVOIR!

La Sicor (Société Ivoirienne de Coco Râpé), sise à Jacqueville est fermée durant « *un mois renouvelable* » depuis le 17 septembre 2005. Elle met en « *chômage technique* » un millier d'ouvriers d'usine et autant dans les plantations. Evidemment, pour les patrons, qui dit « *chômage technique* » dit « *zéro salaire* »! Le cas de cette usine est un exemple édifiant. Le chiffre d'affaire de la Sicor se situe autour de 7 milliards de francs par an. Depuis le début

de l'année, l'usine a tourné à plein rendement, jours et nuits. Le patron s'est ainsi constitué un bon stock de produits finis dans ses magasins. Maintenant, profitant du contexte politique et avec le soutien des autorités politiques et administratives, il met tous les ouvriers à la porte. Se faisant, il économise ainsi, sur le dos des travailleurs, une centaine de millions de francs par mois.

C'est tous les ans que ce patron fait ce coup là. Tous les

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

coups sont bons pour lui. Il y a encore quelques mois, il s'est permis de licencier la grande majorité des ouvriers de cette usine, avant de les reprendre aussitôt en tant que journaliers ou tout comme puisque ces ouvriers ont été repris sous « contrat à durée indéterminé à terme imprécis » ! Il se croit tout permis car il a la bénédiction des dirigeants de ce pays. Cela se passe même au nez et à la barbe du chef de l'Etat qui est venu le même jour pour passer quelques nuits sur place. Il est venu à Jacquville pour « rencontrer les populations des 3 A » (Alfadjan, Ahizi et Akrou),

répondant à une invitation faite par la famille de feu Philippe Grégoire Yacé. Il ne peut même pas faire semblant d'ignorer ce qui se passe à la Sidor. Parce que: un, il séjournera durant 3 jours dans cette ville; deux, il résidera dans la villa des Yacé, situé non loin de l'unique usine de cette région qu'est la Sidor; trois, il y est invité par la famille Yacé qui est justement l'un des principaux actionnaires de cette usine.

C'est dire qu'il y a plus qu'une complicité entre les exploités de ce pays et ceux qui gouvernent.

ABOBO SAGBE : NON AU HARCÈLEMENT DES PETITS PROPRIÉTAIRES DE TERRAIN

Depuis un certains temps, le Ministère de la Construction et de l'Urbanisme fait pression sur les petits propriétaires de terrain d'Abobo "Derrière rail", quartier Sagbé. Des convocations ont été envoyées à tous afin que chacun aille s'acquitter des frais de bornage qui s'élève à 300 000 f CFA par lot. A ces frais il faut ajouter 65 000 f CFA pour ouverture de « dossier technique ». La convocation est accompagnée d'un ultimatum au delà duquel c'est un huissier qui sera chargé du dossier de ceux qui ne sont pas en mesure de payer.

Aujourd'hui, le gouvernement a de réelles difficultés pour trouver de l'argent. Pour ce fait, il cherche à renflouer ses caisses par tous les moyens possibles. Et comme toujours, c'est aux plus pauvres de tout supporter.

S'il faut chercher l'argent, ce n'est pas à "Derrière rail" qu'il se

trouve. Les gens qui y vivent sont des démunis et survivent donc difficilement au prix de maints sacrifices. C'est à peine si on y arrive à avoir un bon repas journalièrement. Les parents dans ces quartiers, s'ils ne sont pas sans emploi ou au chômage, sont en « chômage technique » ou arrivent à peine à survivre grâce à leur salaire. Les enfants, s'ils ont eu la chance de faire des études triment pour la plupart encore derrière un premier emploi.

Mais cela ne gêne en rien le gouvernement, quitte même à faire déguerpir les familles qui ne sont pas en mesure de lui verser cette somme qui est un racket qui ne dit pas son nom. C'est seulement ensemble que les petits propriétaires de "Derrière rail" représenteront assez de forces pour pouvoir contrer les appétits du gouvernement.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ZONE INDUSTRIELLE ET PORTUAIRE DE VRIDI : LA GALÈRE DES TRAVAILLEURS RACONTÉ PAR UN OUVRIER

C'était au début de ce mois, voici ce qu'un ouvrier qui travaille dans une des boîtes du dock racontait à son ami qui lui a rendu visite : « Mon ami, rien ne va dans la zone de Vridi. Si tu ne me voyais pas ces deux jours, c'est que j'étais allé voir si je pouvais trouver quelque chose au village parce que moi-même je ne suis plus sûr de pouvoir garder ma place à mon travail. A Maersk il y a quelques jours, tout le service contrôle union a été mis sur le carreau ; il y a eu six contractuels et deux embauchés qui assuraient la permanence, ont été mis en congé technique. Mais aujourd'hui, congé technique ou renvoie, ça signifie la même réalité.

« Pour le groupe tracking, (groupe de mes trois autres copains que tu connais), les patrons ne veulent plus payer directement en liquide. Ils ont déjà commencé à procéder par des chèques barrés, ce qui fait qu'il y a

des semaines, ils n'ont pas encore reçu leur salaire. Pire encore, si tu vas à Vridi sud, le parc à container est rempli ; il n'y a plus de commande de container.

« Tu vois le grand entrepôt devant moi là ; l'entrepôt CIC, cet entrepôt, il n'y a pas si longtemps était ouvert 24h/24, mais aujourd'hui, il s'ouvre à 10h pour se refermer à 16h. A palm-ci que tu vois à ma gauche, il y avait des centaines de travailleurs ; aujourd'hui, il n'en reste plus que trentaine pour assurer la permanence.

« D'habitude, c'est aujourd'hui le jour de départ des camions de marchandises en partance pour les pays limitrophes. Tu voyais des camions garés de l'entrée principale du port jusqu'au pont mais aujourd'hui la route est vide comme un sentier menant à un village disparu ».

Cette petite histoire décrit le vrai quotidien des travailleurs.

BATIMENT : UNE LUTTE VICTORIEUSE POUR LES OUVRIERS QUI CONSTRUISENT L'AMBASSADE DE CHINE

Les ouvriers qui construisent la nouvelle ambassade de la Chine à Cocody Angré ont engagé une lutte pour l'amélioration de leurs conditions, depuis le premier août dernier. Ils viennent de l'emporter malgré les crocs-en-jambe de la direction.

Cette victoire des travailleurs est le résultat de leur détermination et d'une bonne organisation bien que leur direction aidée par les agents de la direction de l'inspection du travail ait tout tenté pour faire échouer leur lutte.

En effet, il faut rappeler que les conditions de travail sur ce chantier étaient très pénibles avec de surcroît des salaires inacceptables. C'est d'ailleurs ce qui a poussé les travailleurs à adresser une lettre de revendications à leur patron le 1^{er} août, pour l'amélioration de ces conditions.

Mais dès que les travailleurs ont déposé leur lettre de revendications, le patron, comme il avait l'habitude de le faire, procéda par l'intimidation, en licenciant tous les délégués. Cette fronde de la

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

part du patron lui avait valu un premier arrêt de travail le 6 août. Les travailleurs n'avaient repris le travail qu'après une demi-heure de négociation avec la direction flanquée d'un commissaire et sa troupe. Mais cette reprise n'était que partie remise puisque la négociation reprenait le 9 août. Et les travailleurs avaient promis de prendre leur revanche ce jour-là en bloquant toutes activités sur le chantier pour appuyer la négociation. Effectivement, très tôt ce matin, les piquets de grève ont pris position devant l'entrée principale, barricadant tout accès aux véhicules et mêmes aux personnels.

Cette fois-ci, le patron voyant la détermination des travailleurs à aller jusqu'au bout, ne s'est plus adressé aux éternels défenseurs que sont « les forces de l'ordre ».

Donc, c'est finalement flanqué de deux agents de la direction de l'inspection de travail qu'il s'est présenté aux travailleurs vers 13 heures. Les inspecteurs, comme d'habitude ont pris position pour le patron en demandant d'emblée aux travailleurs de reprendre le travail parce que cet arrêt était selon eux « illégal ». Mais les travailleurs ont vite compris le piège et ils ont signifié aux inspecteurs qu'ils n'engageront aucune discussion sans la présence de leurs délégués. Les inspecteurs ont du coup reculé et abandonné leur exigence. A l'entame de la négociation, les

travailleurs ont exigé comme préalable l'intégration des délégués et le pointage des deux jours de grève. Ce préalable, après quelques réticences du chef chantier, fut finalement accepté. Il faut rappeler aussi que les rapports de force étaient en faveur des travailleurs qui, profitant de la position du chantier qui est en bordure du boulevard Latriille, avaient menacé de l'occuper si les négociations capotaient.

Les travailleurs ont finalement réussi à arracher une augmentation de 500 F par jour pour tous. Ensuite ils ont obtenu un rappel de 500 F depuis le début du chantier. Ainsi, le manoeuvre payé 2000 f touche maintenant 2500 F et le salaire de l'ouvrier est passé de 3000 F à 3500 F. Pour le rappel qui est estimé à 5 millions pour l'ensemble des travailleurs, le patron a déjà versé 3 millions et le reste sera réglé dans les prochains jours.

Cette victoire des travailleurs de la construction de l'ambassade de Chine est certes petite, mais elle est riche d'enseignement. Elle a prouvé que les discours xénophobes, de la haine et de division, n'ont pas encore gagné tout le monde du travail. Parce que les travailleurs qui ont mené cette lutte sont de différentes origines ethniques : du Nord, du Sud, des pays voisins, etc. Cet exemple est à suivre pour tous les travailleurs qui subissent de plus en plus les sales coups des patrons et du gouvernement.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.